

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Juin 2025

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Dernières publications de l'IRSEM
Ouvrages publiés par les chercheurs
Prix de thèse
Événements
IRSEM Europe
Actualité des chercheurs

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 18\)](#)

OTAN, Capacités américaines

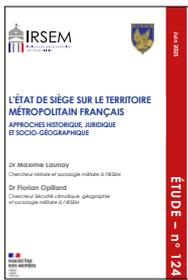
[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 20\)](#)



[À VENIR \(p. 21\)](#)

VIE DE L'IRSEM

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Étude 124 – 12 juin.

« [L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique](#) », par Maxime Launay et Florian Opillard, 76 p.

En France, l'état de siège est un régime dérogatoire au droit commun qui, pour des raisons à la fois historiques et stratégiques, est tombé en désuétude depuis son dernier déclenchement lors de la Seconde Guerre mondiale. Parmi les dispositions qu'il permet de mettre en œuvre, le transfert de l'autorité civile à l'autorité militaire en matière de maintien de l'ordre est sans doute celle qui évoque le plus fortement le spectre de l'immixtion des armées dans la vie publique ; celle aussi qui poserait le plus de questions d'ordre organisationnel si elle venait à être mise en place sur le territoire national. Or c'est notamment le contournement de cette mesure, et la préférence accordée à l'état d'urgence, qui ont pu créer un effritement des connaissances

quant à ce que l'état de siège, déclenché par l'article 36 de la Constitution, permet et ne permet pas. Fondé sur la littérature existante aujourd'hui et sur un atelier de travail mené avec le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) ainsi qu'avec les états-majors militaires en charge de la sécurité du territoire national, cette étude propose un éclairage inédit sur l'état de siège à partir des outils des sciences sociales.



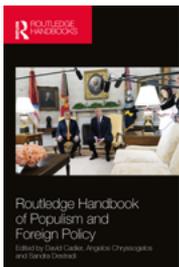
Étude 125 – 30 juin

« [Estonie, Lettonie, Lituanie : de la périphérie au centre du débat stratégique européen](#) », par Philippe Perchoc, 70 p.

La guerre en Ukraine et la nomination de Kaja Kallas et Andrius Kubilius à des postes clés de l'Union européenne marquent un tournant en ce qui concerne la place des États baltes dans le débat stratégique européen. Historiquement atlantistes et méfiantes vis-à-vis de Moscou, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont vu leur approche de la sécurité évoluer. Après leur adhésion à l'OTAN et à l'UE en 2004, les États baltes ont cherché à stabiliser leur intégration en renforçant leurs alliances militaires et économiques. La guerre de 2008 en Géorgie et les cyberattaques contre l'Estonie en 2007 ont inten-

sifié leur perception de la menace russe. En 2014, l'annexion de la Crimée a conduit à un réinvestissement militaire et à l'arrivée de troupes de l'OTAN sur leur territoire. L'invasion de l'Ukraine en 2022 a accéléré la rupture avec la Russie, entraînant la suppression de monuments soviétiques et une transition vers un enseignement exclusivement en langues nationales. L'OTAN reste leur principal garant sécuritaire, mais l'UE joue un rôle croissant, notamment en matière de défense industrielle et énergétique. La Suède et la Finlande rejoignant l'OTAN en 2024 renforcent la sécurité régionale. L'évolution de la politique américaine sous Trump pousse les Baltes à réévaluer leur dépendance vis-à-vis des États-Unis. Désormais, ils participent activement aux décisions européennes, illustrant un repositionnement stratégique entre OTAN et UE.

OUVRAGES PUBLIÉS PAR LES CHERCHEURS



David Cadier, Angelos Chrysogelos et Sandra Destradi (dir.), *Routledge Handbook of Populism and Foreign Policy*, Routledge, 2025, 658 p.

Le populisme constitue désormais un phénomène structurant des relations internationales. Non seulement l'essor du populisme a une portée mondiale et transnationale, mais de surcroît, en accédant au pouvoir ces dernières années dans plusieurs pays, les leaders et partis populistes se trouvent en mesure de la façonner et d'orienter la politique extérieure de leur État. Pourtant, si les sources et manifestations internes du populisme font l'objet d'une abondante littérature, sa dimension internationale demeure mal connue. Les acteurs populistes adoptent-ils des positions convergentes et distinctives en politique internationale ? Conduisent-ils à des changements profonds ou cosmétiques en politique étrangère ? Ce volume offre un tour d'horizon méthodique, approfondi et unificateur de l'état des connaissances scientifiques sur le sujet. À travers une cartographie des débats et des outils conceptuels disponibles, et en s'appuyant sur des études empiriques et des cas d'étude répartis sur quatre continents, ce manuel apporte de nouveaux éclairages sur la façon et la mesure dont le populisme influence la fabrique et la mise en œuvre de la politique étrangère. Réunissant 48 contributeurs internationaux spécialistes du sujet, l'ouvrage s'intéresse tout à la fois aux différentes conceptualisations scientifiques du phénomène populiste ; à la façon

dont le populisme se rapporte à d'autres déterminants de la politique étrangère tels que la psychologie individuelle, l'histoire, l'imaginaire de sécurité ou les dynamiques partisans ; au rapport des dirigeants populistes à l'armée, aux diplomates de carrière, aux organisations internationales ou au droit international ; et à la manière dont ils s'impliquent sur des sujets comme la défense, le climat, le commerce international ou les armes nucléaires.

PRIX DE THÈSE



Mercredi 25 juin 2025, à l'Université de Strasbourg, [Audrey Pluta](#) a reçu le prix de thèse de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés des mondes musulmans (IESSM), dans le cadre du congrès du GIS Moyen-Orient et mondes musulmans. Ce prix récompense des travaux en sciences humaines et sociales portant sur les aires géographiques Afrique du Nord et Moyen-Orient.

ÉVÉNEMENTS

2 juin : Conférence « Business Strategy In a Fragmenting World: Firms, States, and Civil Society ».



Organisée par HEC Paris (Jérémy Ghez, Olivier Chatain) et l'IRSEM ([Paul Charon](#)), la conférence avait pour but de mesurer les défis posés aux entreprises par le retour des rivalités de puissance. Elle a rassemblé 120 participants.

Le contre-amiral Bertrand Dumoulin, secrétaire général d'ACADEM, et Kristine de Valck, doyenne des programmes à HEC Paris, ont inauguré les travaux.

Le premier panel, composé de Celia Belin (ECFR), Jacob Parakilas (RAND Europe), Brad Setser (CFR), et Ludovic Subran (Allianz), et modéré par Eric Mengus (HEC Paris), a engagé les débats en reliant la politique américaine, les négociations commerciales et les marchés obligataires.

Le rôle crucial de la société civile dans un contexte où l'ordre normatif de la politique et du commerce est affaibli, a été exploré grâce aux interventions de Fabienne Hara (Forum de Paris Pour la Paix), Nicolas Dross (Commission européenne) et Maaïke Okano-Heijmans (Clingendael Institute).

Les défis liés à la sécurisation des chaînes d'approvisionnement ont été examinés par Isabelle Méjean (Sciences Po), Susan Helper (Case Western Reserve University) et Benjamin Nefussi (DGE), dans un panel modéré par Julien Malizard (Chaire Économie de Défense). Les discussions ont mis en lumière les défis associés à la création de nouvelles capacités souveraines et à leur passage à l'échelle.

Un moment phare de la journée a été l'entretien d'Olivier Blum, PDG de Schneider Electric, par Jérémy Ghez, offrant un aperçu des défis de gestion d'une entreprise mondiale en ces temps tumultueux.

Le panel sur les développements de l'IA, avec Clotilde Bômont (EUISS), Vincent Rapp (Hi! PARIS), et modéré par Henri van Soest (RAND Europe), a souligné l'impératif pour l'Europe de réduire sa fragmentation afin d'atteindre une échelle suffisante dans le développement et l'application de l'IA. Aaron Chatterji (OpenAI et Duke University) a livré un message inspirant sur le potentiel de l'IA.

Enfin, Georg Wernicke (HEC Paris), Emlyn Korengold (Edelman), Patrice Kefalas (Michelin) et Guillaume Girard (Jolt Capital) ont exposé les dilemmes auxquels les entreprises sont confrontées aujourd'hui, tiraillées entre des blocs géopolitiques divergents, tout en étant perçues par le public et leurs employés comme des bastions de stabilité à l'abri de la polarisation de la sphère publique.

Olivier CHATAIN

6 juin : Cycle de séminaires « L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations » #2 : « La guerre en Ukraine au prisme de la demande d'asile », avec Misha Kats, IRSEM/ISP.

Le 6 juin, Misha Kats intervenait à l'École militaire dans le cadre de la 2^e séance du cycle de séminaires IRSEM/ISP « [L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations](#) » coordonné par Anna Colin Lebedev (Université Paris Nanterre, ISP), Anne Le Huérou (Université Paris Nanterre, ISP), [Céline Marangé](#) (IRSEM) et [Victor Violier](#) (IRSEM). Intitulée « [La guerre en Ukraine au prisme de la demande d'asile](#) », la séance organisée au format hybride a rassemblé 45 participants. Juriste de formation, Misha Kats est géopolitologue au Centre de recherche et de documentation (CEREDOC) de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). En tant que responsable du suivi de la zone postsoviétique, il conseille et forme les agents et magistrats de la juridiction sur cette région.

Misha Kats a construit son exposé autour de trois grands thèmes. Tout d'abord, il a esquissé l'évolution des profils des demandeurs d'asile en provenance de Russie et d'Ukraine depuis l'invasion russe de février 2022 en s'attardant sur les ruptures et les continuités observées. Dans le cas russe, le risque d'un enrôlement forcé au sein de l'armée, en tant que réserviste ou conscrit, et l'opposition à la guerre conduite en Ukraine constituent les principaux motifs de demande depuis 2022, en sus des motifs pré-existants tenant aux violations des droits humains et aux discriminations en lien avec l'orientation sexuelle ou l'origine ethnique. Dans le cas ukrainien, la demande d'asile est en forte hausse, l'Ukraine étant devenu le premier pays de la demande d'asile en France et représente 10 %

de l'ensemble des demandes présentées en France en 2024 ; elle concerne principalement des femmes fuyant la guerre et la violence qui en résulte sur le territoire ukrainien, le long de la ligne de front.

Ensuite, Misha Kats est revenu sur deux groupes particuliers : celui des membres de la Légion géorgienne ayant combattu en Ukraine et craignant pour leur sécurité en Géorgie depuis le revirement pro-russe des autorités géorgiennes ; celui des ressortissants russes d'origine tchéchène ayant participé à la guerre en Ukraine dans l'un ou l'autre camp et/ou subi des persécutions en Tchétchénie. Non seulement la guerre en Ukraine a servi de prétexte à une intensification de la répression en Tchétchénie contre toute personne accusée de s'opposer à la ligne de Ramzan Kadyrov, mais les autorités tchéchènes ont été pionnières dans la mobilisation forcée des détenus et des opposants au régime – un modèle que les autorités fédérales russes ont ensuite étendu en confiant le recrutement dans les prisons d'abord à Wagner, puis au ministère de la Défense.

Enfin, il a abordé les problèmes d'accès aux sources et le risque de manipulation et d'infiltration par des agents des services de renseignement russes, détaillant les moyens mis en œuvre par la CNDA pour s'en prémunir. Le très riche exposé de Misha Kats a ensuite donné lieu à des échanges stimulants avec les participants. La prochaine séance du cycle de séminaire « L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations » aura lieu le vendredi 19 septembre 2025 sur le site de l'École militaire.

Céline MARANGÉ et Victor VIOLIER

6 juin : Table ronde « Allied or Adrift? Europe, the Five Eyes & Intelligence Cooperation in the Second Trump Term », avec David Gioe et Thomas Maguire.

La table ronde du 6 juin, organisée à l'École militaire par [Clément Renault](#), chercheur Renseignement, guerre et stratégie, au sein du domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence de l'IRSEM, a réuni deux spécialistes reconnus du renseignement anglo-saxon : David Gioe, professeur invité au département de War Studies du King's College de Londres, et Thomas Maguire, professeur à l'Université de Leiden et chercheur invité au King's Center for the Study of Intelligence (KCSI) du King's College. La discussion, tenue sous la règle de Chatham House, a porté sur les perspectives d'évolution de la coopération occidentale en matière de renseignement dans le cadre du second mandat de Donald Trump. Plus particulièrement, elle a interrogé la stabilité de l'alliance des

Five Eyes et les implications d'une recomposition des services américains sur les partenariats européens.

Les intervenants ont souligné la politisation croissante des agences de renseignement américaines depuis le retour de Donald Trump, illustrée par des remaniements et des purges internes, la marginalisation d'experts, ou encore le ralentissement des processus administratifs. Cette dynamique est accentuée par une vision centrée sur les préoccupations domestiques portées par Tulsi Gabbard, directrice du Renseignement national (ODNI).

Dans ce contexte, les Five Eyes, alliance historique entre les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, apparaissent fragilisés. L'effacement des initiatives publiques conjointes et la raréfaction des prises de position collectives trahissent un climat de méfiance croissante. Déjà diverses et de différentes intensités, les coopérations au sein de l'alliance vont probablement, suivant des tractations bilatérales, être réactualisées en fonction des domaines d'intérêt des services (cyber, contre-terrorisme, renseignement politique, contre-espionnage, contre-prolifération). Le Royaume-Uni est structurellement le mieux intégré avec les services américains, mais l'héritage de tensions passées, comme la suspension temporaire de certains flux d'information lors de la guerre israélo-arabe de 1973, rappelle la vulnérabilité des coopérations en matière de renseignement.

Les experts ont également insisté sur les conséquences de cette dynamique pour les partenaires européens. En l'absence de véritable communauté européenne du renseignement, dont la probabilité d'émergence demeure extrêmement faible, les services nationaux restent fortement dépendants des outils et infrastructures américains. La politisation croissante du renseignement à Washington suscite de nouvelles inquiétudes, d'autant que les critères de recrutement eux-mêmes se redéfinissent sur des bases idéologiques. Une telle évolution risque d'éroder la confiance mutuelle et de limiter le champ de coopération transatlantique.

En somme, cette discussion a mis en évidence la tension entre continuité opérationnelle et instabilité politique dans la coopération occidentale en matière de renseignement. Face à l'incertitude, les Européens sont appelés à penser les conditions d'une souveraineté informationnelle plus autonome et à développer des capacités propres, tout en conservant des liens de confiance avec leurs alliés traditionnels.

Côme LÉCOSSAIS

10 juin : Conférence « Les biens indispensables à la survie de la population civile dans les conflits armés, entre protection spéciale et enjeux stratégiques », avec Col. Géry Balcerski, Charlotte Schneider et Pr Marco Sassòli, IRSEM/ILA.



Le 10 juin 2025, à l'initiative de [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, et de Franck Latty, président de la branche française de l'Association de droit international, était organisée une conférence sur le thème des biens indispensables à la survie de la population civile, réunissant le professeur honoraire de droit international Marco Sassòli, le colonel Balcerski et Charlotte Schneider, directrice des opérations et des programmes à Action contre la faim.

Au cours de la première table ronde, les intervenants ont fait l'état des lieux de la notion de biens indispensables à la survie de la population civile telle que prévue par le droit international humanitaire : tandis que le professeur Sassòli est revenu sur sa définition et son régime juridique, le colonel Balcerski a précisé comment ces biens étaient pris en compte par l'armée française lors des opérations militaires. Charlotte Schneider a témoigné du rôle des ONG humanitaires dans l'accès aux biens indispensables à la survie de la population civile, autant sur le terrain que dans les forums diplomatiques nationaux et internationaux.

La seconde table ronde était consacrée aux exceptions à la règle interdisant notamment les attaques contre les biens indispensables à la survie de la population civile, ainsi qu'aux leviers d'action à disposition des acteurs des conflits en cas de non-respect des règles du droit international humanitaire. À ce titre, le colonel Balcerski a donné plusieurs exemples dans lesquels de tels biens pouvaient être ciblés par les forces armées. Le professeur Sassòli a mis l'accent sur le caractère strict des exceptions et a évoqué les conséquences pénales du fait d'affamer délibérément des civils en les privant de biens indispensables à leur survie (article 8(2)(b) du Statut de Rome). Enfin,

Charlotte Schneider a insisté sur l'importance de collecter des preuves et des éléments tangibles des attaques contre ces biens, et des entraves à l'aide humanitaire, une mission pouvant être assurée par les ONG sur le terrain.

Inès BOUFFARTIGUE SEBASTIA

10 juin : Séminaire Asie #5 : « Money for Mayhem: Mercenaries, Private Military Companies, Drones, and the Future of War », avec Alessandro Arduino, PhD.



Dans le cadre de ce séminaire, M. Alessandro Arduino, professeur affilié au Lau China Institute (King's College Londres), professeur invité au Geneva Graduate Institute et membre du groupe consultatif de l'International Code of Conduct Associations for Private Security Companies, a présenté son dernier ouvrage, *Money for Mayhem: Mercenaries, Private Military Companies, Drones, and the Future of War*, dans lequel il décrit la montée en puissance des acteurs militaires privés en Russie, en Chine et au Moyen-Orient, en soulignant les caractéristiques spécifiques de ces entreprises, à l'aide de données de première main, d'entretiens personnels et de recherches sur le terrain parmi les opérations menées dans les zones de conflit du monde entier. Il a particulièrement insisté sur les entreprises de sécurité privées chinoises, nouvelles venues dans ce paysage.

La Chine est encore au stade premier du développement de ces entreprises. Si en Chine le marché de la protection privée s'est très largement développé, ses acteurs ne peuvent pas servir réellement de points d'appui pour de telles activités à l'étranger. Outre que l'environnement en Chine est nettement plus sécurisé, y compris par l'intermédiaire des nouvelles technologies, le personnel de ces entreprises est loin de posséder les savoirs, les savoir-faire et les ressources pour sécuriser les intérêts chinois à l'étranger, même si elles sont dans leur immense majorité dirigées par d'anciens officiers militaires ou de la police et si elles demeurent encadrées par le ministère

de la Sécurité publique. Néanmoins, comme le montre bien Arduino, la nécessité de protéger les intérêts chinois à l'étranger est croissante, parallèlement à l'expansion économique de la Chine et ne peut reposer sur l'armée chinoise, comme l'illustrent les difficultés rencontrées par la Chine au Pakistan et au Myanmar. Il est donc important pour Pékin de penser un « modèle » d'entreprises de sécurité privées capables de protéger le déploiement des projets des Routes de la Soie. Entre le modèle Black Water d'Erik Prince et le modèle Wagner de Prigozhin, Pékin penche sans hésiter vers le premier, dont l'entreprise Frontier basée à Hongkong a été rachetée par l'entreprise chinoise CITIC. Néanmoins, Alessandro Arduino explique que les médias et les réseaux sociaux laissent circuler des points de vue positifs sur Prigozhin et ses mercenaires. Le développement des activités privées de sécurité chinoises à l'étranger se heurte aussi à des exigences matérielles difficilement réalisables : la volonté des entreprises/acteurs chinois basés à l'étranger de faire appel à des fournisseurs peu onéreux, dont le personnel parle chinois, possède les qualités requises pour les protéger et se conforme à la législation chinoise voulant qu'il ne soit pas armé. En attendant, les solutions sont, pour les acteurs qui peuvent se le permettre, de recourir aux entreprises étrangères de sécurité ou de miser, comme dans les pays du Golfe, sur des entreprises chinoises capables de fournir des services de technologies avancées de sécurité. De manière générale, les autorités du PCC restent encore très réservées face à ce type d'activités de sécurité privées, car, comme a conclu Alessandro Arduino en citant Machiavel : « Les mercenaires et les auxiliaires sont inutiles et dangereux ; et si quelqu'un fonde son État sur ces armes, il ne sera ni ferme ni sûr... »

Carine PINA

10 juin : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le 10 juin s'est tenu le dernier séminaire Jeunes Chercheurs de l'année, animé par [Julia Grignon](#). Fidèle à son format en deux temps, le séminaire a d'abord accueilli Antonia-Collard Nora, doctorante en relations internationales au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po. Elle y a présenté ses travaux sur « La gouvernance de l'aide en Turquie et dans le nord de la Syrie (2016-2025) ». Jean-François Corty, président de Médecins du monde France, est intervenu en tant que discutant, apportant l'éclairage de son expérience de terrain.

Dans la seconde partie du séminaire, Jean-François Corty a présenté son ouvrage *Géopolitique de l'action humanitaire* (Eyrolles, mai 2025), ouvrant ainsi le débat sur les enjeux contemporains de l'action humanitaire.

Priyanga THIVENDRARAJAH

12 juin : Colloque « Le nationalisme américain face aux défis transnationaux », IRSEM/OPEXAM/Sorbonne Nouvelle.



Le 12 juin 2025 l'Observatoire de la politique extérieure américaine, l'IRSEM et la Sorbonne Nouvelle ont organisé un colloque international consacré au nationalisme américain et à ses évolutions contemporaines. À travers trois panels successifs, les intervenants ont analysé les racines idéologiques et les traductions politiques du nationalisme aux États-Unis et au-delà de ses frontières fédérales. Ce repli nationaliste, qui marque une rupture avec la posture de leadership global historiquement associée aux États-Unis, a été abordé tant comme symptôme que comme facteur aggravant de la fragmentation de l'ordre libéral international. Le colloque s'est également attaché à examiner les tensions entre la centralisation du pouvoir fédéral et la rhétorique de sa réduction, portée notamment par les partisans d'un exécutif fort.

Le premier panel a été consacré à la présentation de l'ouvrage de Maya Kandel, chercheuse associée à l'Université Sorbonne Nouvelle, *Une première histoire du trumpisme*, discuté par Frédéric Heurtebize, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre, Jean-Baptiste Velut, professeur des universités à l'Université Sorbonne Nouvelle, et [Maud Quessard](#), directrice du domaine Europe, Espace transatlantique, Russie à l'IRSEM. Le débat a mis en lumière l'ancrage profond du trumpisme dans l'histoire politique et intellectuelle américaine, notamment dans le sillage de la défiance envers l'État fédéral. Plus qu'un simple phénomène électoral, le trumpisme s'est structuré jusqu'à

un second mandat, avec ses relais idéologiques, universitaires et religieux. La discussion a souligné la mutation du conservatisme américain, marqué par un retour à la doctrine Monroe, une polarisation accrue et l'émergence d'une droite nationaliste chrétienne. Porté par des figures comme JD Vance, ce mouvement dépasse désormais la personne de Trump, tout en conservant ses traits antisystème, messianiques et opportunistes. Ce mouvement continue de redessiner durablement la cartographie politique américaine.

Le second panel s'est penché sur les ramifications transnationales du nationalisme américain. Marie Gayte, maître de conférences à l'Université de Toulon, Sarah Rodriguez-Louette, docteur de l'Université Sorbonne Nouvelle, Dusan Bozalka, doctorant à l'IRSEM, et Jean-Christophe Boucher, professeur agrégé à l'Université de Calgary, ont analysé la manière dont l'extrême droite américaine exporte ses récits identitaires, populistes et complotistes. Le nationalisme blanc, nourri d'un imaginaire racialisé et eugéniste, se diffuse bien au-delà des frontières américaines, en s'adaptant à des contextes stratégiques variés. Internet, les plateformes de streaming et les réseaux de financement contribuent à structurer un véritable écosystème global. Ces idéologies circulent et s'agrègent autour d'un rejet commun du libéralisme, de ce qui est perçu comme le déclin de la civilisation occidentale et d'un projet de contre-mobilisation politique. Cette convergence idéologique favorise l'émergence d'alliances illibérales entre acteurs radicaux aux États-Unis et en Europe.

Enfin, le troisième panel a abordé l'économie politique de l'État nationaliste. Célia Belin, chercheuse de l'ECFR, Jean-Daniel Collomb, HDR Université Grenoble Alpes, Jim Cohen, professeur à l'Université Sorbonne Nouvelle, et Jeremy Ghez, professeur à HEC, ont mis en lumière la relation étroite et opportuniste entre sphères économique et politique, notamment la soumission de certains acteurs technologiques à l'agenda MAGA. Sur le plan de l'exploitation des ressources, le trumpisme se caractérise par un populisme énergétique, valorisant l'*energy dominance* américaine. Le *Liberation Day* est symptomatique d'une administration Trump II purement dans une posture transactionnelle, face à des adversaires économiques tels que l'UE, perçue comme un rival commercial étouffant l'innovation. Cette vision repose sur l'idée que les États-Unis sont systématiquement désavantagés sur la scène internationale. Les intervenants ont également rappelé les constantes de ce programme : affaiblissement des alliances multilatérales, remise en cause des contre-pouvoirs et rejet des normes libérales, au profit d'un nationalisme autoritaire confronté aux réalités d'une économie mondialisée.

Ce colloque a permis de mettre en évidence la complexité et la plasticité du nationalisme américain contemporain. Empruntant aux méthodes populistes comme aux récits complotistes et mus par la volonté de redéfinir les termes de la souveraineté, les nationalismes, qui ont fait l'objet des réflexions de ce colloque, ne se réduisent ni à un repli idéologique, ni à une stratégie purement rhétorique. Ils constituent une force politique active, aux effets tangibles sur la diplomatie globale américaine, la cohésion sociale intérieure et l'ordre international.

Côme LÉCOSSAIS

17 juin : Séminaire Asie #6 : « Bangladesh : déradicalisation, un mode d'emploi ? », avec Dr Imtiaz Ahmed et Charza Shahabuddin.



Dans le cadre de la série de conférences sur l'Asie du domaine AAMO, l'IRSEM a reçu le mardi 17 juin le professeur Imtiaz Ahmed, directeur exécutif du Centre for Alternatives, au Bangladesh, et professeur émérite de relations internationales à l'Université de Dhaka. Le professeur Ahmed est venu présenter un programme de déradicalisation de personnes incarcérées, qu'il a été chargé d'élaborer avec ses équipes. À ses côtés, Charza Shahabuddin, spécialiste des normes islamiques au Bangladesh, docteure associée au Centre d'études sud-asiatiques et himalayennes (Cesah) de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) a présenté le contexte politique bangladais.

Le rapport du Bangladesh à l'islam est très singulier, comme nous l'a rappelé Charza Shahabuddin. Le Bangladesh est un État séculier dans lequel paradoxalement, l'islam est la religion d'État et dans lequel un système d'écoles coraniques en partie financées par l'État diffuse les normes islamiques au sein de la majeure partie de la population. Le pays est également marqué par une segmentation

ethnique et confessionnelle, source de violences inter-confessionnelles, dont le nombre est allé croissant depuis 2012. Comme le rappelle le professeur Ahmed, en 2024, 12 129 affaires (dont 907 décès) liées à des actes d'extrémisme, ont été comptabilisées. C'est pourquoi cette initiative de « mode d'emploi de la déradicalisation » revêt une importance capitale pour le Bangladesh.

Le professeur Ahmed et le Centre for Alternative, en collaboration avec le département de contre-terrorisme de la police de Dacca et la Sasakawa Peace Foundation ont mis en place un programme de réhabilitation de ceux qu'ils appellent « délinquants extrémistes violents ». Pour ce faire, le professeur Ahmed et ses équipes ont construit un processus complexe qui s'appuie en partie sur des programmes développés par d'autres pays tels que l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, l'Arabie Saoudite ou encore l'Allemagne. Ce projet comporte quatre étapes : une première phase préparatoire pour repérer les candidats potentiels, une phase de déradicalisation suivie d'un processus de réhabilitation et enfin une étape de propositions en vue de réformer les cadres légaux. Le processus de déradicalisation et réhabilitation s'appuie sur 5 dimensions : une approche de l'idéologie religieuse, un soutien psychologique, une découverte de la culture bengali, une éducation à l'histoire de la nation et une assistance juridique. Les personnes choisies pour cette expérience peuvent parallèlement suivre des formations informatiques ou passer leur permis de conduire pour obtenir des compétences pertinentes en vue de leur réhabilitation.

À ce jour, 96 délinquants ont participé à l'expérience et 58 % d'entre eux ont obtenu un certificat de réussite. Ce programme a fait l'objet d'un manuel intitulé *Handbook on Deradicalization and Rehabilitation of Violent Extremist Offenders in Bangladesh* rédigé par le professeur Ahmed. Cependant, le changement politique amené par la révolution de juillet 2024, ne permet pas d'assurer l'avenir de ce programme même si le professeur Ahmed se dit confiant quant à la possibilité de coopérer avec le Bangladesh Nationalist Party, grand favori des élections prévues pour février 2026.

Alexandre MESSY

19 juin : Séminaire Afrique/mer Rouge #2 : « Quelles visions stratégiques pour la mer Rouge ? », avec Fatiha Dazi-Héni, Elisabeth Marteu et Christophe Ayad.



Ce second séminaire sur la mer Rouge, conçu à l'origine indépendamment de l'actualité, a finalement été rattrapé par le contexte géopolitique tendu entre Israël et l'Iran. Il s'est structuré autour des « à-côtés » des crises du Proche-Orient, dans le but d'interroger les dynamiques économiques et stratégiques des États riverains de la mer Rouge. Située au carrefour de l'Afrique du Nord, du Proche-Orient et de la péninsule Arabique, la région nord de la mer Rouge est devenue, depuis l'automne 2023, un foyer de tensions politiques et militaires croissantes. Il s'agit donc d'analyser les dynamiques à l'œuvre et les stratégies développées par ces États dans un espace à la fois de coopération et de confrontation.

Dans une première intervention, [Fatiha Dazi-Héni](#) a montré que le tropisme saoudien pour la mer Rouge s'inscrit dans un projet plus vaste, impulsé par Mohammed ben Salmane, visant à faire de l'Arabie Saoudite une puissance majeure du XXI^e siècle. Le véritable tournant géostratégique, ayant déplacé le centre de gravité du Royaume vers le bassin de la mer Rouge, a été la rétrocession par l'Égypte des îles de Tiran et de Sanafir, symbolisant aussi un rapprochement avec Israël. Ce recentrage donne aujourd'hui lieu à de vastes projets d'infrastructures, structurés autour de la Vision 2030 et portés par une coopération avec Le Caire, malgré des tensions liées aux rivalités de leadership. Si cet intérêt croissant pour la mer Rouge s'accompagne de nombreux défis – notamment liés à la guerre entre Israël et le Hamas – Riyad cherche à s'imposer comme un médiateur régional, voire global, tirant les leçons des erreurs commises au Yémen.

Elisabeth Marteu s'est ensuite penchée sur les raisons qui font de la mer Rouge un espace stratégique central pour Israël, tant sur le plan économique que sécuritaire. Outre son rôle de débouché face à l'enclavement régional du

pays, plus de 60 % des exportations israéliennes vers l'Asie y transitent via le port d'Eilat. Depuis octobre 2023, avec le soutien affiché de l'Iran et des Houthis à la cause palestinienne, cet espace est toutefois devenu un véritable front. Face à ces menaces, Israël renforce sa présence militaire dans la région, suivant une logique de suprématie qualitative (Qualitative Military Edge), indépendamment de l'état des processus de normalisation engagés ou suspendus. Héritée de la doctrine de la périphérie de Ben Gourion, la stratégie israélienne repose également sur des partenariats avec des pays comme l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite ou des États de la Corne de l'Afrique. Toutefois, la guerre à Gaza affaiblit ces alliances, alimente l'image d'un Israël déstabilisateur, compromet des projets économiques comme l'IMEC, et alimente les discours hostiles dans les États voisins.

Enfin, Christophe Ayad a retracé la manière dont la perception égyptienne de la mer Rouge a évolué en trois phases : d'abord perçue comme un espace négligé, elle est devenue une vitrine de modernité avant d'être aujourd'hui considérée comme une zone menaçante. Longtemps tournée vers le nord, l'Égypte a ignoré ses côtes orientales, en particulier durant l'occupation israélienne du Sinaï à partir de 1967. Ce n'est qu'après la restitution du territoire dans les années 1990 que des infrastructures ont été développées. Le canal de Suez, nationalisé en 1956, incarne cette modernité, bien qu'il demeure sous-exploité au regard de son importance stratégique (10 % du trafic pétrolier mondial, 31 % des recettes en devises du pays). Le développement touristique, centré autour de pôles comme Hurghada ou Sharm El Sheikh, a également renforcé la présence égyptienne sur cette façade maritime. Aujourd'hui cependant, l'Égypte fait face à une accumulation de menaces en mer Rouge : tensions croissantes avec Israël depuis la reprise des hostilités à Gaza et crainte d'un afflux de réfugiés, instabilité persistante dans le Sinaï, chaos régional au Soudan et au Yémen, montée en puissance des Houthis. À cela s'ajoute une rivalité stratégique avec les Émirats arabes unis, dont l'influence croissante sur les côtes de la mer Rouge suscite l'inquiétude du Caire, qui manque de capacités navales et de leviers diplomatiques pour y répondre.

Gwenn FERREC

IRSEM EUROPE

3 juin : Séminaire « The CASSINI study on Chinese cyber power », avec Camille Brugier (consultante, chercheuse associée à l'IRSEM) et Nowmay Opalinski (Institut français de géopolitique).

Cette conférence a analysé les ambitions numériques de la Chine en examinant ses objectifs internes et externes, sa gouvernance du numérique, ses ressources humaines et scientifiques ainsi que ses capacités offensives. Elle a conclu que ces ambitions sont principalement domestiques et défensives, bien que le pays développe aussi des capacités offensives ciblant les technologies étrangères.

5 juin : Séminaire sur la pensée et la culture stratégiques russes de 1993 à 2025, avec Dimitri Minic (IFRI).

Le 5 juin, IRSEM Europe revenait sur les travaux de Dimitri Minic et son ouvrage, *Pensée et culture stratégiques russes. Du contournement de la lutte armée à la guerre en Ukraine* (Maison des sciences de l'homme, 2023) dans lequel il analyse la pensée stratégique russe post-soviétique. Il s'est particulièrement intéressé à la manière dont la Russie théorise le contournement de l'affrontement armé direct en s'appuyant sur des textes doctrinaux, la littérature militaire russe et les discours officiels. Retrouvez ses analyses en visionnant son [audition au Sénat](#).

13 juin : Séminaire « Femmes et terrains » : « Subverting oppressive structures: on positionality, solidarity and feminist research in Uzbekistan's bazaars » avec Binazirbonu Yusupova (Université de Dubin).

Binazirbonu Yusupova a présenté sa recherche doctorale sur le rôle des femmes dans l'économie informelle en Ouzbékistan, en soulignant l'importance des expériences partagées, de la confiance et d'une approche relationnelle de la positionnalité et de la réflexivité dans le travail de terrain. Sa discutante était Dr Irène Mestre, chargée de recherche à l'Institut français d'études sur l'Asie centrale (IFEAC).

17 juin : Conférence « Adjust or reshape NATO ? », IRSEM Europe/OPEWI.



Cette conférence organisée avec OPEWI et le soutien de la DGRIS dans un contexte géopolitique incertain après la réélection du président Donald Trump, a exploré trois scénarios pour l'avenir de la défense européenne : un pilier européen au sein de l'OTAN, une « OTAN européenne » autonome, et une substitution par l'UE via l'article 42.7. Les échanges ont également porté sur l'intégration de l'Ukraine dans chacun de ces modèles d'ici 2030.

18 juin : Grande conférence annuelle sur l'autonomie stratégique de l'UE, IRSEM Europe/The Polish Institute of International Affairs (PISM)/German Institute for International and Security Affairs (SWP).



Le 18 juin, IRSEM Europe coorganisait avec le PISM et le SWP la troisième conférence de cette série annuelle commune autour de la capacité d'action autonome de l'Europe en matière de défense en s'appuyant sur le Triangle

de Weimar (France, Allemagne, Pologne). Les discussions ont porté sur la consolidation d'un véritable pilier européen au sein de l'OTAN, les réalisations passées, les perspectives d'avenir et la préparation des sociétés européennes face aux enjeux du réarmement et du risque de conflit.

19 juin : Conférence « Ten years to survive: Europe's nuclear and space challenges », IRSEM Europe/Fondation pour la recherche stratégique (FRS).



Le jeudi 19 juin, IRSEM Europe recevait la FRS dans le cadre d'une conférence visant à analyser les défis stratégiques que l'Europe devra relever d'ici dix ans en matière de dissuasion nucléaire et de sécurité spatiale. Les échanges ont porté sur les dynamiques géopolitiques, les réponses politiques possibles et la capacité du continent à s'adapter à l'environnement international actuel.

24 juin : Séminaire « Small Powers in the Indo-Pacific: A 21st Century Geostrategic Imperative », avec Thibault Fouillet (FRS).

Le mardi 24 juin, Thibault Fouillet (FRS) présentait ses travaux de recherche à IRSEM Europe autour des petites puissances dans la géopolitique contemporaine. L'événement a permis d'explorer leurs caractéristiques, comportements géopolitiques et limites en tirant des enseignements utiles pour la stratégie européenne.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Communication sur l'écosystème d'influence de la Russie, Stage de formation des officiers supérieurs Armée de terre, École militaire, 17 juin 2025.

- Communication sur la résurgence du récit anticolonial russe dans le séminaire « An exploration of Russia's anticolonial stance », IERES (George Washington University)/KFG (Ludwig Maximilian Universität), Munich, 17 juin 2025.

- Intervention dans l'émission « DébatsDoc » : « [Ingérences : Poutine à la manœuvre](#) », LCP – Assemblée nationale, 17 juin 2025.

- Participation au 7^e Congrès de l'AEGES : modération du panel « La fabrication des récits stratégiques » et présentation de l'article sur la résurgence du récit anticolonial russe, Aix-en-Provence, 18-20 juin 2025.

- Intervention dans le documentaire CAPA « [Afrique-France : Le divorce](#) », « Le monde en face », France 5, 22 juin 2025.

- Communication en plénière sur la défense des libertés académiques aux Rencontres de la science politique de l'AFSP, Université Sorbonne Nouvelle, 30 juin 2025.



CNE Yves AUFFRET

- Intervention : « Sécurité et politiques numériques : entre interdépendances et volonté d'autonomie », Section thématique n° 3, Congrès de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), Aix-en-Provence, 19 juin 2025.

- Codirection : avec Christophe Pajon (CREA) et Benoît Lopez (CREA), Section thématique n° 3, « "Brouiller" les lignes : les enjeux de la sécurité numérique entre les acteurs civils et militaires », pour le congrès de l'AEGES, 18-19 juin 2025.

- Animation de la troisième réunion de suivi du projet ANR ASTRID CIGAIA (CREA - 3IS - IRSEM), 23 juin 2025.



Élie BARANETS

- Intervention sur les causes de la guerre à la Bordeaux Summer School « Conflits et interventions internationales », organisée par Sciences Po Bordeaux, l'université de Bordeaux, l'Université Laval, l'IRSEM et l'Université Paris-Panthéon-Assas, Bordeaux, 5 juin 2025

- Participation au congrès de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES).

- Intervention : « Archéologie des récits stratégiques en Relations internationales : une autre histoire du réalisme » et modération d'un panel dans la section thématique « Les mises en récit du monde : Perspectives narratives en relations internationales », congrès de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), Aix-en-Provence, 18-20 juin 2025.



David CADIER

- Publication : [Handbook of Populism and Foreign Policy](#) (co-dirigé avec Angelos Chrysogelos et Sandra Destradi), Routledge, juin 2025.

- Table ronde : « Europe géopolitique : une nouvelle (gu)ère », *Dialogues européens* organisés par l'Ambassade de France en Roumanie et l'Institut français, Bucarest, 4 juin 2025.

- Participation à la conférence Globsec (*policy conference*), Prague, 12-14 juin 2025.

- Présentation : « Populisme, anti-populisme et politisation de la politique étrangère », séminaire de recherche de l'IRSEM, 24 juin 2025.



Paul CHARON

- Conférence : « Fiction et renseignement d'anticipation », Académie du renseignement, École militaire, 2 juin 2025.

- Conférence : « La dimension sérielle de la désinformation », Renaissance numérique, 4 juin 2025.

- Participation au 7^e Congrès de l'AEGES : coordination scientifique de la section thématique 9 « Les mises en récit du monde : perspectives narratives en relations internationales » ; présentation d'un papier « Rhétorique de l'universel et poétique de la persuasion : la mise en

récit du projet chinois d'Initiative pour la civilisation mondiale » ; modération de la table ronde 2 « Imaginaires et récits stratégiques » ; participation à la table ronde plénière « Le cyber, un champ en développement dans les SHS : attentes institutionnelles, enjeux, modalités et activités de la recherche », Aix-en-Provence, 18-20 juin 2025.

- Modération d'une table ronde « Nouvelles orientations de la recherche sur la politique de sécurité nationale chinoise », ministère des Armées, 30 juin 2025.



Olivier CHATAIN (associé)

- Organisation et animation de la conférence « Business Strategy In a Fragmenting World: Firms, States, and Civil Society », École militaire, 2 juin 2025.

- Communication : « Les géants du numérique et la résilience du réseau des câbles de communication sous-marins », Colloque « Infrastructure et données : Leviers de pouvoir et instruments de puissance », MSH Rennes, 10-11 juin 2025.

- Paneliste : Session plénière : « (Geo)Politics and Strategy », [Strategy Science Conference](#), Barcelone, 13-14 juin 2025.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Conférence : « La nouvelle diplomatie régionale et mondiale de l'Arabie saoudite », organisée par Julie Lerat, Radio France, 2 juin 2025.

- Publication : « [L'Arabie saoudite, nouveau pôle d'influence aux États-Unis](#) », *Orient XXI*, 3 juin 2025.

- Intervention : « Les États émergents du Golfe et le conflit israélo-palestinien », École internationale d'été sur « Les conflits et interventions internationales » (2-7 juin), Université de Bordeaux, campus de Pessac, 4 juin 2025.

- Participation aux Ateliers de recherche organisés par l'Université de Vienne et l'Université d'Oklahoma sur le thème « The Global South and the World Order », échanges et discussions sur des pays du Golfe, l'Iran et la Turquie dans le contexte de l'émergence d'un Sud global, Hôtel Regina, Vienne (Autriche), 11-13 juin 2025.

- Membre du jury de thèse en Relations internationales de Saoud Al Ahlabi, « Historiographie de la relation bilatérale

franco-qatarie », dirigée par Fabrice Balanche, Université de Lyon 2 Lumière [visio-conférence], 16 juin 2025.

- Intervenante à une table ronde sur les guerres au Proche et Moyen-Orient et les perceptions et impacts dans le Golfe, en Turquie et en Iran, Séminaire du Women of Middle East Network for Peacebuilding, Istanbul, JW Marriot Hotel, 17-18 juin 2025.

- Intervention : « Le tropisme nouveau de l'Arabie saoudite pour la mer Rouge », séminaire Afrique/mer Rouge #2 : « Quelles visions stratégiques pour la mer Rouge ? », avec Elisabeth Marteu et Christophe Ayad, École militaire, 19 juin 2025.

- Discutante du *Dictionnaire insolite de l'Arabie saoudite* de Louis Blin consacré aux mutations sociales en Arabie saoudite, Centre de recherche en sciences humaines et sociales (CAREP), Paris, 19 juin 2025.

- Interviewée par Laurent Sapir, TSF Jazz, 24 juin 2025.

- Ouverture et modération de la session « Dynamiques régionales I : Golfe et Moyen-Orient » au colloque « La démocratie en question dans le monde arabe », organisé par le centre GI4T de l'université de Tunis, Université de Grenade, 26 juin 2025.



Brice DIDIER

- Paneliste à la 50^e conférence anniversaire de la British International Studies Association (BISA), Belfast, Royaume-Uni, 18-20 juin 2025.



Marie GAYTE (associée)

- Publication : avec Blandine Chelini-Pont et Mark Rozell (dir.), *Catholics and US Politics after the 2024 Election. Trump captures the swing vote*, Palgrave Macmillan, 2025.

- Communication : « The Vance Catholic Effect on the 2024 election », journée d'études « Elogia americana. Testo, contesto, ricezione e commento dell' autobiografia di JD Vance, Fondazione per le Scienze religiose », Bologne, 25 juin 2025.



Marine de GUGLIELMO WEBER

- Médias : Podcast Circular Metabolism, « [Géoingénierie : allons-nous ouvrir la boîte de Pandore ?](#) », 27 juin 2025.

- Médias : « [Orages violents : l'ensemencement des nuages peut-il réduire la taille des grêlons ?](#) », Journal de 20h,

France 2, 4 juin 2025.

- Conférence : « Changements climatiques, sécurité et guerres de demain », École de l'Air et de l'Espace, Salon-de-Provence, 11 juin 2025.



CNE Béatrice HAINAUT

- Intervention à la conférence « Quelle politique spatiale pour l'Europe ? », organisée par [Synopia](#) et l'association Minerve en coopération avec le Commandement de l'Espace, École militaire, 5 juin 2015.

- Interviewée par Xavier Tytelman, « [Militarisation de l'espace : ferons-nous la guerre des étoiles ?](#) », 10 juin 2025.

- Intervention à la conférence « Ten years to survive: Europe's nuclear and space challenges », organisée par IRSEM Europe, Bruxelles, 19 juin 2025.

- Interventions au Salon international de l'aéronautique et de l'espace pour le CNES et l'armée de l'air et de l'espace sur la thématique « La guerre des étoiles aura-t-elle lieu ? », Le Bourget, 21 juin 2025.



Marie HILQUIN

- Participation à la conférence de la Konrad Adenauer Stiftung sur les relations UE/Indo-Pacifique pour le projet Global Gateway, Bruxelles, 11 juin 2025.

- Participation à la conférence « Assessing the Chemical Weapons Capability of the DPRK », organisée par le Royal United Services Institute (RUSI), Bruxelles, 12 juin 2025.

- Organisation du séminaire « Femmes et terrains » #5, « Subverting oppressive structures : on positionality, solidarity and feminist research in Uzbekistan's bazaars », avec Binazirbonu Yusupova (Université de Dublin) et Irène Mestre (Institut Français d'Études sur l'Asie Centrale), en ligne, 13 juin 2025.

- Présentation « Stratégie des nouvelles routes de la soie » à la Sous-Direction du Caucase et de l'Asie centrale au MEAE, 16 juin 2025.

- Présentation « Le hub logistique de Khorgos : la stratégie chinoise des routes de la soie terrestres » aux Rencontres Francophones Transport Mobilité, Dunkerque, 18 juin 2025.

- Participation à la conférence sur les relations entre le Royaume-Uni et l'OTAN à la résidence de l'ambassadeur du Royaume-Uni, organisée par RUSI et European Policy Centre, Bruxelles, 20 juin 2025.



Maxime LAUNAY

- Publication : avec Florian Opillard, *L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique*, Étude 124, IRSEM, 12 juin 2025.

- Publication : avec Olivier Dard, Noëlline Castagnez et Jean Vigreux (dir.), *L'anticommunisme en France et en Europe, 1917-1991*, Rennes, PUR, 2025.

- Publication : « Parti d'ordre ou acteur subversif ? L'armée française face au Parti communiste français en temps de guerre froide (1968-1981) », dans Olivier Dard, Noëlline Castagnez, Maxime Launay et Jean Vigreux (dir.), *L'anticommunisme en France et en Europe, 1917-1991*, Rennes, PUR, 2025, p. 285-296.



Alexandre LAURET

- Organisation du séminaire Afrique/mer Rouge #2 : « Quelles visions stratégiques pour la mer Rouge ? », avec Fatiha Dazi-Héni, Elisabeth Marteu et Christophe Ayad, École militaire, 19 juin 2025.



Céline MARANGÉ

- Participation à la table ronde « Le temps des puissances désinhibées » organisée par le Centre Thucydide à l'Université Paris-Panthéon-Assas à l'occasion de la publication de *L'Année des relations internationales, 2025-2026*, 2 juin 2025.

- Co-organisation et animation du séminaire « La guerre en Ukraine au prisme de la demande d'asile », avec Misha

Kats, dans le cadre du cycle IRSEM/ISP, « *L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations* », École militaire, 6 juin 2025.

- Participation au dialogue « Mieroszewski Round Table », organisé par le *Centrum Mieroszewskiego*, dans la région de Suwalki (nord-est de la Pologne), 9-11 juin 2025.

- Discussion de la présentation du rapport EUISS « *Unpowering Russia* », European Union Institute for Security Studies, Paris, 24 juin 2025.



Mathieu MÉRINO

- Participation au jury de la Licence professionnelle de l'Académie du renseignement, 11 juin 2025.

- Publication : « *L'armée tchadienne est-elle encore une garantie de stabilité interne et régionale ?* », Egmont – The

Royal Institute for International Relations, Egmont Paper 133, 12 juin 2025, 12 juin 2025.



Alexandra NICOLAS (doctorante associée)

- Publication : « *La pêche au requin, entre criminalité, narcotrafic et ressource de subsistance* », *The Conversation*, 7 juin 2025.

- Conférence : « *De la pêche à la criminalité transnationale organisée : comprendre la "symbiose criminelle"* », United Nations Ocean Conference, Nice, 13 juin 2025.



Florian OPILLARD

- Publication : avec Maxime Launay, *L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique*, Étude 124, IRSEM, 12 juin 2025.



Philippe PERCHOC

- Président de panel au Forum européen sur la négociation, Paris, 6 juin 2025.

- Participation à la soirée Phoenix, Paris, École militaire, 10 juin 2025.

- Participation à la conférence « Assessing the Chemical Weapons Capability of the DPRK », organisée par le Royal United Services Institute (RUSI), 12 juin 2025.
- Participation à la conférence sur les relations entre le Royaume-Uni et l'OTAN à la résidence de l'ambassadeur du Royaume-Uni, organisée par RUSI et European Policy Centre, Bruxelles, 20 juin 2023.
- Intervenant à un workshop de recherche sur l'analyse des menaces, Université de Leiden (Pays-Bas), 23 juin 2025.
- Participation au sommet de l'OTAN, « NATO in the Huis », La Haye, 24 juin 2025.
- Participation à la conférence « L'Europe a-t-elle les capacités de se défendre face à une éventuelle nouvelle agression de la Russie ? », organisée par le Mouvement Européen France [en ligne], 26 juin 2025.
- Publication : « [Estonie, Lettonie, Lituanie : de la périphérie au centre du débat stratégique européen](#) », Étude 125, IRSEM, 30 juin 2025.



Carine PINA

- Organisation du séminaire Asie #5 : « Money for Mayhem: Mercenaries, Private Military Companies, Drones, and the Future of War », avec Alessandro Arduino, École militaire, 10 juin 2025.
- Co-organisation, avec Benoît de Tréglodé, du séminaire Asie #6 : « Bangladesh : déradicalisation, un mode d'emploi ? », avec Dr Imtiaz Ahmed et Charza Shahabuddin, École militaire, 17 juin 2025.



Malcolm PINEL (associé)

- Communication : « Intelligence artificielle et puissance aérospatiale » au cours de la première table ronde de la journée d'étude « L'intelligence artificielle et le domaine régalién de l'État : défense, sécurité, justice » organisée par l'IRSEM, École militaire, 28 mai 2025.
- Intervention dans le cadre de la Junior Space Académie organisée par l'Académie spatiale d'Île-de-France, Observatoire de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, 16 juin 2025.

- Intervention dans le reportage « [Guerre des drones, la nouvelle ère des conflits](#) », Arte, 18 juin 2025.



Audrey PLUTA

- Participation au podcast « Sous-Terrain » de Noria Research, « [Syndicalismes policiers, composer avec le devoir de réserve](#) », 6 juin 2025.
- Lauréate du [prix de thèse](#) de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (EHESS), pour « L'ordre de la démocratie : syndicats policiers et professionnels de la "réforme" sécuritaire en Tunisie (2011-2021) » (dir. Eric Gobe et Amin Allal, 2024, Sciences Po Aix et MMSH), 25 juin 2025.



Maud QUESSARD

- Participation à la table ronde scientifique présidée par Julien Zarifian, 2^e Forum de Poitiers-Moncton, « Donald Trump (2) et le monde. Enjeux géopolitiques » avec Jean-François Thibault, Université de Moncton, Pierre-Marcel Desjardins, Université de Moncton, 5 juin 2025.
- Invitée de l'émission « Invité International » : « [Querelle entre Trump et Musk : "Il se dessine un affrontement entre libertariens et MAGA de toujours"](#) », RFI, 6 juin 2025.
- Participation au colloque « Le nationalisme américain face aux défis transnationaux », organisé par l'Observatoire de la politique extérieure américaine, l'IRSEM et la Sorbonne Nouvelle, 12 juin 2025.
- Entretien avec François Bougon, « [Avec son "Dôme d'or", Donald Trump surjoue la "guerre des étoiles" de Ronald Reagan](#) », Médiapart, 14 juin 2025.
- Invitée de l'émission de Thomas Hugues, « Sens Public » : « [Iran : les États-Unis vont-ils entrer en guerre ?](#) » avec Armin Arefi, grand reporter au *Point* et spécialiste du Proche et Moyen-Orient, David Rigoulet-Roze, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), chercheur associé à l'IRIS et rédacteur en chef de la revue *Orients stratégiques*, Public Sénat, 17 juin 2025.
- Participation à la table ronde présidée par Paul Charon, « La mobilisation des imaginaires collectifs par les présidents américains : continuités et ruptures de Nixon à Trump », avec Alexis Franchaud, Université Rennes 2, Théo Cholet, UC Louvain, et Cosmas Gabin Mbarga Asseng,

Fondation pour l'innovation de la démocratie, 7^e congrès de l'AGES, Aix-en-Provence, 19 juin 2025.

- Entretien avec Solenne Bertrand, « [“Il a éclipsé les autres chefs d'État-major” : qui est Michael Kurilla, ce général qui pousse Trump à intervenir en Iran ?](#) », *Le Parisien*, 21 juin 2025.

- Invitée de l'émission de Patrice Gélinet, « Les infox de l'Histoire » : « [1972-1974 : l'affaire du Watergate, les mensonges de Richard Nixon](#) », France Culture, 23 juin 2025.

- Invitée d'Olivier Sueur dans le « Débat du jour » : « [L'OTAN peut-elle survivre à Donald Trump ?](#) », RFI, 23 juin 2025.

- Invitée de l'émission de Thomas Hugues, « Sens Public » : « [L'Iran a-t-il encore des alliés ?](#) », avec Maya Khadra, journaliste à la Revue politique et parlementaire et spécialiste du Moyen-Orient, Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe et enseignant en géopolitique à l'Université catholique de Lille, et Michaël Darmon, éditorialiste, Public Sénat, 23 juin 2025.

- Invitée de l'émission de Stéphanie Antoine, « Le Débat » : « [Iran-Israël : un cessez-le-feu possible ?](#) », avec Adel Bakawan, directeur du European Institute for Studies on the Middle East and North Africa, Marc Lefèvre, co-fondateur et porte-parole de La Paix Maintenant, Anthony Samrani, rédacteur en chef à *L'Orient-Le Jour*, et Siavosh Ghazi, correspondant France 24 en Iran, France 24, 24 juin 2025.

- Invitée de l'émission de Matthieu Noël, « [Zoom zoom zen](#) » sur l'histoire et les évolutions de l'OTAN, Radiofrance, 25 juin 2025.



Clément RENAULT

- Organisation de la troisième séance du séminaire de recherche fermé sur le renseignement, École militaire, 5 juin 2025.

- Organisation et modération d'une table ronde, « Allied or Adrift? Europe, the Five Eyes & Intelligence Cooperation in the Second Trump Term », avec David Goe (King's College London) et Thomas Maguire (Leiden University), École militaire, 6 juin 2025.

- Publication : « The Intelligence Behind the Strike: Was Everyone Wrong About Iran's Nuclear Program? », *The Cypher Brief*, 23 juin 2025.

- Conférence sur les biais cognitifs et le renseignement, École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP), Agen, 27 juin 2025.



Virginie SALIOU

- Intervention à l'émission « Géopolitique » de Marie-France Chatin, « [Quand l'espace maritime se militarise](#) », RFI, 1^{er} juin 2025.

- Communication : « [An evolving crime at sea: the security challenge posed by IUU fishing](#) », One Ocean Science

Congress, Conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC), ST6, « [Transparency in the fisheries sector, including illegal, unreported and unregulated fishing](#) », Nice, 5 juin 2025.

- Interviewée par ECOPS insider, dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur les océans (UNOC) 2025, Nice, « [Pêche et criminalité maritime dans le golfe de Guinée](#) », 6 juin 2025.

- Jury de mémoire consacré au narcotrafics en mer, Conservatoire national des arts et métiers, Paris, 10 juin 2025.

- Interviewée par Laurent Sapir dans le Journal de 6h30, 8h30 et 19h sur la militarisation des océans dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur les océans (Unoc) 2025, TSF Jazz, 11 juin 2025

- Publication : « [Unoc 2025 : en France, de l'exploitation économique des grands fonds marins à leur maîtrise militaire](#) », *The Conversation France*, 11 juin 2025.

- Communication : « De l'exploitation économique et industrielle à la maîtrise militaire : étude de l'évolution de la posture française sur la question des grands fonds marins », panel « Exploration et exploitation militaires des fonds marins » (ST 8), 7^e édition du Congrès AEGES (Association pour les études sur la guerre et la stratégie), Aix-en-Provence, 20 juin 2025.



Yaodia SENOU-DUMARTIN

- Intervention : « Économie des conflits », Bordeaux Summer School « Conflits et interventions internationales », organisée par Sciences Po Bordeaux, l'université de Bordeaux, l'Université Laval, l'IRSEM et l'Université Paris-Panthéon-Assas, Bordeaux, 5 juin 2025.

- Intervention : « Qui écrit la constitution post-conflituelle ? Déterminants, enjeux et répercussions », dans le panel « Construire la paix par le bas : négociations, médiations, et délibérations à l'échelle locale », Congrès de l'AE-GES, Aix-en-Provence, 20 juin 2025.



Elyamine SETTOUL

- Intervention : « Laïcité, immigration, radicalisation : quels enjeux dans la zone de l'océan Indien », Session régionale IHEDN, La Réunion, 6 juin 2025.

- Intervention : « Penser les nouvelles formes de radicalisation », Séminaire Mesopolhis, Aix-en-Provence, 17 juin 2025.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Publication : « [Quelle est la stratégie d'équilibre du Vietnam dans le contexte de l'Indo-Pacifique ?](#) », *Revue de recherches historiques (Nghiên Cứu Lịch Sử)* [en vietnamien], Hanoi, 24 juin 2025.



Victor VIOLIER

- Conférence : « L'Élite au pouvoir dans la Russie de Vladimir » dans le cadre du cycle de séminaires d'un parti politique français, en visioconférence, 2 juin 2025.

- Co-organisation et co-animation du séminaire « La guerre en Ukraine au prisme de la demande d'asile », avec Misha Kats, chercheur au Centre de recherche et de documentation (CEREDOC) de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA), dans le cadre du cycle IRSEM/ISP, « [L'espace social et politique de la guerre : transformations, engagements, adaptations](#) » avec Anna Colin-Lebedev, Anne Le Huérou, et Céline Marangé, Paris, École militaire, 6 juin 2025.

- Embarquement Air à la base aérienne de Cazaux (33) au sein de l'escadron d'hélicoptères 1/67 Pyrénées en tant qu'auditeur civil de la 32^e promotion de l'École de guerre, La Teste, 18-20 juin 2025.

- Participation à la cérémonie de clôture de la scolarité à l'École de guerre pour la 32^e promotion en tant qu'auditeur civil, Paris, École militaire, 25 juin 2025.



Océane ZUBELDIA

- Intervention sur le thème « Maîtriser les dynamiques technologiques dans la géopolitique du XXI^e siècle », conférence académique de l'OTAN (AC25) organisée conjointement par le QG SACT et le Centre de géopolitique de

l'Université de Cambridge, Royal United Services Institute (RUSI), Londres, 30 juin 2025.

VEILLE SCIENTIFIQUE

OTAN

Thierry Tardy, « [The European pillar of NATO](#) », Jacques Delors Institute, avril 2025 ; Sven Biscop, « [NATO: The Damage Is Done – So Think Big](#) », Egmont Institute, 20 mai 2025.

La question du « pilier européen de l'OTAN » s'est trouvée au cœur des débats d'experts en amont du sommet de l'Alliance qui s'est tenu les 24 et 25 juin à la Haye. L'expression désigne l'ambition de renforcer la contribution européenne à la défense collective au sein de l'Alliance atlantique, en complémentarité avec les États-Unis, mais aussi un objectif de développement des capacités autonomes européennes si l'engagement américain venait à décliner. Le désengagement progressif des États-Unis forcerait les Européens à combler un vide capacitaire évalué entre [250 et 310 milliards d'euros](#) par l'IISS.

Cette volonté d'autonomisation, portée en grande partie par la France, reste difficile à concrétiser, notamment parce qu'elle est freinée par des divergences de vues entre les alliés. Tel que le relève Thierry Tardy dans une [note](#) pour l'Institut Jacques Delors, la « [position unique](#) » de la France, qui a longtemps soutenu l'autonomisation de l'Europe de la défense tout en maintenant une position ambivalente à l'égard de l'OTAN, a nourri la prudence de ses partenaires. Par ailleurs, certains des projets ou initiatives industrielles portés par Paris au niveau européen ont parfois été perçus par l'Allemagne, le Royaume-Uni ou les pays d'Europe centrale comme étant trop franco-centrés. Dans ce contexte et afin de consolider le leadership français sur le « pilier européen de l'OTAN », Thierry Tardy recommande de lancer un ou plusieurs grands projets de défense inclusifs, impliquant un « [Quint Européen](#) » (France, Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Pologne).

Face à l'érosion possible de la garantie de sécurité américaine, plusieurs études proposent des solutions pour transformer ce pilier en réalité opérationnelle. Dans un [papier](#) de l'Egmont Institute, Sven Biscop recommande la [construction d'une structure militaire européenne auto-suffisante](#), capable de dissuasion conventionnelle sans recours aux forces américaines. À cette fin, il suggère de revoir le processus de planification de la défense de l'OTAN (NDPP) pour y intégrer l'hypothèse d'une absence américaine et de relever les objectifs capacitaires dans les domaines où l'Europe reste dépendante des États-Unis

(défense aérienne, cyber, espace). Sur le plan économique, l'enjeu principal est d'investir pour combler des lacunes et d'accroître l'utilisation des outils financiers européens, tel que s'y attèle le plan ReArm Europe. D'un point de vue militaire, des chercheurs du DGAP identifient [plusieurs priorités opérationnelles](#) pour consolider le pilier européen de l'OTAN : maîtriser la « révolution des drones » en développant à la fois des essaims de drones militaires et des systèmes de lutte anti-drones ; renforcer les capacités européennes en matière de renseignement et de surveillance (ISTAR) en mutualisant les outils et les données dans un réseau interopérable entre l'OTAN et l'UE ; doter l'Europe de capacités de frappe conventionnelle à longue portée (missiles sol-sol, missiles de croisière, artillerie à longue portée) afin de mener des opérations de frappe dans la profondeur ; et enfin lancer un programme paneuropéen de défense aérienne en investissant dans un bouclier de défense aérienne fondé sur une mutualisation des systèmes (protection contre missiles balistiques, de croisière et drones).

Marine MAURICE

Ian Brzezinsky, « [Expect NATO's new spending pledge to be overshadowed by weakening US commitment and inaction on Ukraine](#) », Atlantic Council, 23 juin 2025.

Ian Brzezinski, ancien sous-secrétaire adjoint à la Défense pour la politique européenne et l'OTAN, et Ryan Arick, directeur associé de l'Initiative de sécurité transatlantique au Centre Scowcroft (Atlantic Council), analysent les enjeux du sommet de l'OTAN des 24 et 25 juin 2025 à La Haye dans leur article.

Alors que les Alliés s'apprêtent à s'engager à porter leurs dépenses de défense à 5 % du PIB d'ici 2032, les auteurs estiment que cet objectif ambitieux risque d'être éclipsé par deux préoccupations plus immédiates : l'ambiguïté croissante de l'engagement sécuritaire américain envers les alliés européens, et l'incapacité de l'Alliance à répondre collectivement à l'agression russe en Ukraine.

Ce sommet constitue le second rendez-vous multilatéral de Donald Trump après un G7 écourté. Ses déclarations provocatrices en amont du sommet ravivé les doutes européens sur la fiabilité des États-Unis. Parallèlement, la nouvelle doctrine de défense américaine, présentée en mars par le secrétaire à la Défense Pete Hegseth, priorise l'Indo-Pacifique et la défense du territoire américain. Cette réorientation stratégique en cours induit un potentiel redéploiement des forces américaines en dehors du continent européen.

Sur le front ukrainien, la crédibilité de l'OTAN est mise à l'épreuve. Alors que Moscou intensifie ses offensives militaires et sa rhétorique contre l'Alliance, le refus de Washington de renforcer son soutien à Kiev, couplé à la suspension temporaire du partage de renseignement après une rencontre tendue entre Trump et Zelensky, alimente un sentiment de désengagement. L'attitude américaine, perçue comme favorable à une paix imposée aux dépens de la souveraineté ukrainienne, accentue le malaise transatlantique.

Pour les auteurs, ce paradoxe est d'autant plus frappant que l'OTAN dispose d'un avantage stratégique massif : un PIB collectif de 55 000 milliards de dollars contre 2 000 pour la Russie, et des dépenses militaires annuelles sept fois supérieures. L'Alliance dispose donc de moyens pour inverser le cours de la guerre en Ukraine, à condition de mobiliser sa puissance de manière décisive via une aide militaire renforcée, des sanctions économiques accrues, un appui aux oppositions russes et la clarification du chemin d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

En conclusion, Brzezinski et Arick redoutent que le sommet de La Haye ne soit un ensemble de mesures prévisionnelles qui détourneront des urgences immédiates. Si les engagements budgétaires doivent être salués, l'OTAN sera jugée sur sa capacité à répondre à temps à la guerre en Ukraine et à maintenir la cohésion du bloc transatlantique. La réussite politique du sommet dépendra de la clarté d'un signal unanime envoyé à Moscou, à Kiev et à l'opinion publique internationale.

Côme LÉCOSSAIS

soutenus par l'Iran (Hezbollah, Hamas, milices irakiennes et syriennes). En juin 2025, environ 40 000 militaires américains sont déployés sur ce théâtre, avec un réseau dense de bases comprenant 12 installations directement contrôlées par l'armée américaine, ainsi que 15 autres où les forces américaines sont présentes de manière permanente ou ponctuelle. Le CENTCOM coordonne ces opérations depuis la base d'Al-Udeid au Qatar, tandis que la 5^e flotte est stationnée à Bahreïn.

Sur le plan naval, plusieurs groupes aéronavals ont été successivement mobilisés : l'USS *Harry S. Truman*, l'USS *Carl Vinson*, et plus récemment l'USS *Nimitz*, redéployé depuis l'Indo-Pacifique. Ces groupes combinent différents moyens matériels (porte-avions, destroyers, sous-marins d'attaque et drones MQ-9 Reaper). En parallèle, des bombardiers furtifs B-2 ont été transférés à Diego Garcia, position stratégique à portée de l'Iran et du Yémen.

L'escalade atteint un point critique en juin 2025, lorsque Donald Trump autorise une frappe directe sur trois sites nucléaires iraniens. Téhéran a riposté par des tirs de missiles vers la base américaine d'Al-Udeid, ceux-ci ont été interceptés par les moyens prépositionnés américains et la défense aérienne du Qatar. Dans ce contexte, la posture américaine maintient une dissuasion active. Ce positionnement géographique et offensif des États-Unis souligne le rôle et les intérêts qu'ils défendent dans ce Moyen-Orient remanié.

Côme LÉCOSSAIS

CAPACITÉS AMÉRICAINES

Mariel Ferragamo, Diana Roy, Jonathan Masters, Will Merrow, « [U.S. Forces in the Middle East: Mapping the Military Presence](#) », Council On Foreign Relations, 23 juin 2025.

Mariel Ferragamo, Diana Roy, Jonathan Masters et Will Merrow publient pour le Council on Foreign Relations une cartographie des moyens militaires américains au Moyen-Orient, dans un contexte de tensions croissantes avec l'Iran.

Bien que leurs effectifs aient fortement baissé, comptabilisant jusqu'à 160 000 personnels lors des opérations en Irak, les États-Unis gardent une empreinte forte dans la région, à la suite des attaques des Houthis en mer Rouge et de l'intensification du conflit entre Israël et les groupes

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Laurent Delcourt (dir.), *BRICS+ une alternative pour le Sud global ? Points de vue du Sud, Alternatives sud, Centre tricontinental et Éditions Syllepse, 2024, 171 p.*

À l'approche du 17^e sommet des BRICS+ au Brésil les 6 et 7 juillet 2025, se pose la question du positionnement du groupe dans le futur proche quant aux problèmes de gouvernance mondiale, d'environnement ou encore de sécurité internationale. Dès 2024, *BRICS+ : une alternative pour le Sud global ?*, un recueil collaboratif dans le sens où il est composé de versions réduites d'articles déjà parus et compilés au sein du même ouvrage, cherche à définir ce positionnement au regard de l'élargissement des BRICS. Ouvertement présentées comme une critique « de gauche » du rapport des BRICS+ au Sud global et à la multipolarité, les contributions de l'ouvrage remettent en question la vision selon laquelle les BRICS+ sont le fer de lance de la lutte du Sud global contre l'impérialisme occidental. Au-delà d'une idéalisation ou d'une diabolisation *a priori*, les auteurs en pointent les contradictions, les limites et les risques potentiels. S'ils reconnaissent l'avènement d'un monde moins asymétrique et plus inclusif, ils dénoncent les pratiques prédatrices et antidémocratiques de ces nouveaux États émergents.

Dès l'introduction, l'éditorial rédigé par Laurent Delcourt résume la ligne directrice de l'ouvrage : les BRICS+ ne sont pas une alternative si salubre que cela pour le Sud global même s'ils participent au rééquilibrage des rapports de force internationaux et « cristallisent les aspirations du Sud global à s'affranchir d'un ordre international injuste » (quatrième de couverture). Bien que les BRICS+ représentent « l'alternative multipolaire au monde unipolaire » (p. 9), tel un émancipateur apportant « l'avènement d'un monde post-hégémonique » (p. 9) toujours « capitaliste mais non colonisateur » (p. 9), l'auteur reste prudent quant à la diffusion d'un discours commun et unanime. Cette prudence provient de trois lignes de fracture au sein du groupe qu'il identifie et définit comme fragilisant l'argument d'une vision commune : des tensions internes quant à la position relative à l'Occident, l'hétérogénéité des régimes politiques des membres avec une majorité de régimes autocratiques, et les positions ascendantes de la Chine et de la Russie en tant que membres du Conseil de sécurité de l'ONU au détriment d'autres membres

comme l'Inde ou le Brésil. Les BRICS+ ne se positionnent finalement ni comme une figure de proue d'un mouvement idéologique de remise en question de l'ordre établi en faveur du Sud global, ni comme une alternative économique corrigeant le rapport déséquilibré qu'entretiennent les pays du Sud global avec l'Occident. Ils représentent « l'avènement d'une multipolarité conflictuelle » (p. 27) face à laquelle les forces progressistes de gauche se devront de présenter un nouvel internationalisme (p. 28).

Afin d'étudier le rapport entre les BRICS+ et le Sud global au regard de leur tropisme pour la multipolarité, l'ouvrage se découpe en deux parties contenant respectivement quatre et cinq articles. La première partie s'intéresse au rôle des BRICS+ pour le Sud global tandis que la seconde s'interroge sur un nouvel ordre multipolaire qu'ils promouvraient.

Il ressort des articles « Les BRICS+, un nouvel anticolonialisme émancipateur ? » de Tithi Bhattacharya et Gareth Dale, « Impérialisme occidental, BRICS et sous-impérialisme dans le Sud global » de Ana Garcia, Miguel Borba et Patrick Bond, « La Chine et son rôle hégémonique en Amérique latine et en Argentine » de Maristella Svampa et Ariel Slipak, et « Coopération Sud-Sud et multinationales brésiliennes au Mozambique » d'Ana Garcia et Karina Kato, que les BRICS+ sont composés de puissances régionales émergentes qui, dans leurs interactions avec le Sud global, et malgré leur rhétorique « de gauche », agissent « à droite » (p. 59), et perpétuent finalement davantage un système occidental impérialiste que l'idéologie tiers-mondiste héritée de Bandung.

La seconde partie est quant à elle composée de quatre articles : « Les BRICS face au conflit russo-ukrainien » de Laerte Apolinario Junior et Giovana Dias Branco, « Remodeler la Nouvelle banque de développement des BRICS » de William Gumede, « Réaliste, le bousculement du monde voulu par les BRICS+ ? » d'Obiora Ikoku, « Multipolarité, le mantra de l'autoritarisme » de Kavita Krishnan et « Contre l'impérialisme multipolaire », une discussion entre quatre militants de gauche et d'extrême gauche : Joey Ayoub, Romeo Kokriatski, Kavita Krishnan et Promise Li. Au travers des réalisations des BRICS+, les auteurs interrogent les desseins et les résultats obtenus. Les auteurs du dernier article questionnent la volonté et la capacité des BRICS+ à influencer sur la gouvernance mondiale, notamment à travers la recherche d'un positionnement commun lors des votes à l'ONU et en particulier pour la question de la guerre en Ukraine, ainsi qu'au travers de la question de la dé-dollarisation de leur économie via la Nouvelle banque de développement. En d'autres termes, ils questionnent l'« alternative convaincante au

système actuel » (p. 135), mis en avant par la notion de multipolarité, proposée par ces États. La réponse finale, délivrée dans les deux derniers articles faisant office de conclusion, semble bien être que les régimes autoritaires des BRICS+ utilisent la multipolarité pour « travestir leur guerre contre la démocratie en une guerre contre l'impérialisme » (p. 143).

En définitive, *BRICS+ : une alternative pour le Sud global ?* s'attache à démontrer que le groupe des BRICS+ ne représente pas forcément une dynamique salvatrice pour le Sud global dans son combat d'émancipation face aux grandes puissances, bien au contraire. Cet ouvrage nous offre finalement une vision contestataire de la multipolarité proposée des BRICS+, vision qui n'est finalement, selon ces auteurs, que la poursuite des mêmes objectifs politiques et économiques que ceux de leurs prédécesseurs du monde occidental.

Alexandre MESSY

À VENIR

2 juillet : « [Le wargaming dans les armées – Focus sur la formation des officiers](#) », IRSEM/CICDE, ID LAB, 9h-12h.



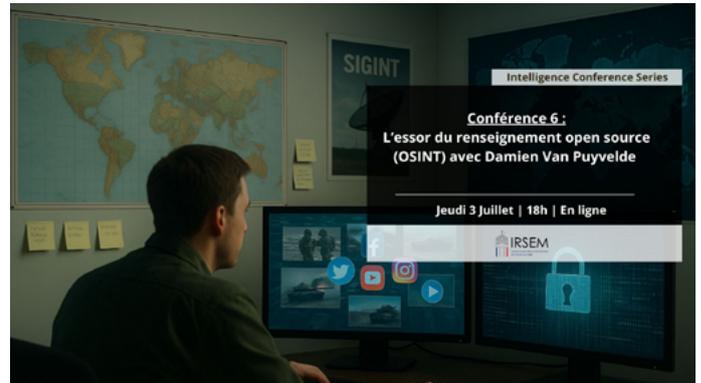
L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et le Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) organisent l'événement « Le wargaming dans les armées – Focus sur la formation des officiers », qui se déroulera à l'ID LAB (20 bis rue Balard) le mercredi 2 juillet 2025 de 9h à 12h.

Cette matinée permettra de faire le point sur les initiatives du ministère des Armées avec témoignages et démonstrations de jeux, notamment en matière d'influence et lutte informationnelle.

Ce sera en particulier l'occasion de présenter les principaux enseignements de l'étude publiée par l'IRSEM en partenariat avec le CICDE [Les wargames dans la formation de l'officier](#) qui constitue une première synthèse des pratiques et des perspectives dans ce domaine.

2 juillet : Conférence « Vers un pilier européen stratégique ? Réalignements, vulnérabilités et résistances de l'OTAN », avec Heidi Hardt, Stefanie von Hlatky et Amélie Zima, amphithéâtre Des Vallières, 10h-12h.

3 juillet : Cycle 2025 de conférences sur le renseignement #6 : « L'essor de l'Open Source Intelligence (OSINT) », avec Damien Van Puyvelde, 18h [en ligne].



Alors que le sommet de l'OTAN des 24-25 juin 2025 s'annonce comme un moment charnière pour l'architecture sécuritaire euro-atlantique, les attentes se cristallisent autour de deux dynamiques majeures : le retour de Donald Trump à la Maison Blanche (Trump 2.0) et l'affirmation d'un pilier européen plus autonome au sein de l'Alliance. Ce contexte interroge la capacité de l'OTAN à maintenir sa cohésion stratégique tout en accommodant la montée en puissance de l'Union européenne en tant qu'acteur de sécurité. Cette conférence propose des réflexions croisées prospectives nourries par les travaux de trois chercheuses majeures – Heidi Hardt (UC Irvine USA), Stefanie von Hlatky (Queen's Ca) et Amélie Zima (IFRI, France) – pour éclairer les lignes de fracture et les points de convergence dans ce nouvel ordre transatlantique émergent.

Dans quelle mesure l'essor de l'Open Source Intelligence (OSINT) marque-t-il une rupture majeure du renseignement portée par l'explosion des données accessibles au public ? Dans le cadre de cette 6^e conférence du cycle annuel sur le renseignement, Damien Van Puyvelde (directeur de l'Intelligence and Security Group de l'Institute of Security and Global Affairs à l'Université de Leiden) présentera ses travaux en cours sur le sujet, en particulier son article publié en début d'année dans le *European Journal of International Security*, « [The Rise of Open Source Intelligence](#) » dans lequel il défend l'argument que l'essor de l'OSINT reflète plus simplement une évolution des pratiques traditionnelles du renseignement : la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion de volumes massifs d'informations. Si la croissance exponentielle des données en sources ouvertes transforme le paysage du renseignement, elle ne le révolutionne ni ne le démocratise véritablement. Elle pousse plutôt les acteurs étatiques et non étatiques à réfléchir aux meilleures façons d'intégrer les pratiques OSINT dans leur travail habituel.

4 juillet : Séminaire « L'architecture sécuritaire transatlantique : Évolutions et perspectives », amphithéâtre Des Vallières, 13h45-17h30.



La première administration du président Donald Trump a été régulièrement vue par certains comme un « accident » de l'histoire ou à tout le moins un épisode isolé. À cet égard, la même analyse a souvent eu cours chez certains acteurs politiques à la suite de l'invasion russe de 2022, ces mêmes acteurs projetant une vision possible idyllique des relations avec la Russie, sitôt l'instauration d'une nouvelle neutralisation de l'Ukraine (statut cependant plus ou moins le sien *de facto* depuis la dissolution de l'URSS jusqu'en 2022). La victoire républicaine aux États-Unis lors des élections de novembre 2024, ainsi que les discours à Moscou quant à l'Europe centrale et orientale laissent cependant peu de doute sur le caractère erroné de ces visions.

Dans ce contexte international, ce séminaire propose d'aborder la question des enjeux et de l'évolution de l'architecture sécuritaire transatlantique en traitant ces derniers dans un cadre tripartite regroupant principalement des acteurs français, allemands et canadiens.

Au-delà de la proximité entre ces trois États sur plusieurs enjeux économiques, militaires, politiques et diplomatiques, ils ont l'avantage de représenter un trio important en matière de PIB, de population, de capacités militaires au sein des démocraties occidentales tout en échappant aux critiques avancées régulièrement à l'encontre d'autres trios/quatuor du même type, issus de la communauté transatlantique (à côté des États-Unis). Impliquant directement le seul autre État nord-américain de l'Alliance atlantique, ce trio aux intérêts communs ne peut en effet être accusé d'aller à l'encontre de la cohésion transatlantique, ainsi que se le font reprocher injustement et souvent nombre d'autres ensembles (ex : triangle de Weimar, couple franco-allemand, etc.).